



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.20/2006/9
6 février 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

COMMISSION DE STATISTIQUE

Groupe d'experts des comptes nationaux

Huitième réunion
Genève, 25-28 avril 2006
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

LES ACTIVITÉS ILLÉGALES DANS LE SCN DE 1993¹

Document présenté par la Division de statistique de l'ONU

La réunion est organisée conjointement avec Eurostat et l'Organisation
de coopération et de développement économiques

RÉSUMÉ

1. Depuis la publication du SCN de 1993, l'enregistrement des activités illégales a été traité en détail dans le Manuel sur la mesure de l'économie non observée² (appelé ci-après

¹ Cette communication a été établie par Ivo Havinga, Gulab Singh, Herman Smith et Viet Vu aux fins de la quatrième réunion du Groupe consultatif d'experts de la comptabilité nationale, tenue du 30 janvier au 8 février 2006 à Francfort, et pourrait faire l'objet de modifications à l'issue de la réunion. Les opinions figurant dans le présent document sont celles des auteurs et ne doivent pas nécessairement être considérées comme étant celles de l'Organisation des Nations Unies.

² Manuel sur la mesure de l'économie non observée (2002), Organisation de coopération et de développement économiques, Fonds monétaire international, Organisation internationale du Travail, Comité inter-États pour la statistique de la Communauté des États indépendants.

Manuel sur l'ENO). Ce manuel contient des indications sur les moyens d'enregistrer les activités illégales liées au vol et au recel, à la corruption, à l'extorsion et au blanchiment de capitaux.

2. Il est donc proposé d'apporter des éclaircissements sur les points suivants dans l'actualisation du SCN:

- Le champ des activités illégales correspondant à la délimitation de la notion de production devrait être précisé au moyen d'exemples;
- Les vols répétés d'une valeur significative devraient être traités comme des opérations;
- Les ventes de biens volés (recel) devraient être enregistrées comme celles de biens d'occasion;
- La corruption devrait être traitée comme une opération puisqu'on peut supposer que les individus sont libres de l'accepter;
- L'extorsion devrait être enregistrée en tant qu'autre changement de volume d'actifs; et
- Quant au blanchiment de capitaux, la différence entre la valeur de l'argent sale et celle de l'argent blanchi devrait être considérée comme une prestation de services.

Des recommandations précises sur ces questions sont formulées dans les paragraphes qui suivent.

CONTEXTE GÉNÉRAL

3. Le SCN de 1993 fournit davantage d'indications que le SCN de 1968 sur le traitement des activités illégales. Dans le SCN de 1993, les activités illégales qui présentent les caractéristiques d'opérations – dans lesquelles il y a accord entre les parties – sont traitées de la même façon que les actions légales. Ces activités illégales sont donc incluses dans le domaine de production. Le SCN de 1993 précise en outre que les comptes pourraient être considérablement faussés si une redistribution significative d'actifs par le biais d'actions exercées sans accord réciproque n'était pas enregistrée comme d'autres flux dans le compte des autres changements de volume.

ÉCLAIRCISSEMENTS PROPOSÉS POUR LE SCN DE 1993

4. Depuis qu'a été publié le SCN de 1993, a été établi le Manuel sur l'ENO, qui fournit des exemples plus nombreux d'activités illégales et propose des lignes directrices plus détaillées sur le vol et le recel, la corruption, l'extorsion et le blanchiment de capitaux (un extrait du chapitre 9 du Manuel sur l'ENO est joint en annexe à titre de référence). Ces précisions sont soumises à l'examen du groupe d'experts.

EXEMPLES D'ACTIVITÉS ILLÉGALES

5. Le Manuel sur l'ENO contient des informations assez détaillées sur les activités illégales, dont il dresse la liste suivante:

- a) Production et distribution de biens illégaux, comme des stupéfiants ou des produits pornographiques interdits;

- b) Production de services illégaux, comme la prostitution (dans les pays où elle est effectivement illégale);
- c) Activités de production habituellement légales, mais qui deviennent illégales dès lors qu'elles sont exercées par des producteurs non autorisés, comme l'exercice de la médecine, l'organisation de jeux d'argent, ou la production d'alcool sans licence en bonne et due forme, le braconnage, par exemple la pêche, la chasse et l'abattage d'arbres sans autorisation;
- d) La production et la vente de contrefaçons, comme des montres et tout autre produit vendu sous une fausse marque, ainsi que la reproduction non autorisée d'œuvres artistiques originales, comme les logiciels, les CD et les vidéos par exemple;
- e) La contrebande de gros et de détail, notamment de tabac, d'armes, d'alcool, de produits alimentaires, de personnes;
- f) Le vol et le recel de biens volés;
- g) La corruption;
- h) Le blanchiment de capitaux; et
- i) Le faux-monnayage, les meurtres commis par des tueurs à gages, l'espionnage, etc. Dans l'optique des comptes nationaux, ces activités revêtent généralement une importance mineure.

Recommandation 1: La description des activités illégales dans le SCN de 1993 devrait être accompagnée d'exemples inspirés de ceux du Manuel sur l'ENO. Ce sont notamment la production et la distribution de biens illégaux et de produits de contrefaçon, la production de services illégaux, les activités de production qui sont habituellement légales mais qui deviennent illégales dès lors qu'elles sont exercées par des producteurs non autorisés, le vol et le recel de biens volés, la corruption, l'extorsion, le blanchiment de capitaux et la production de faux.

VOL ET RECEL

6. Le texte du SCN de 1993 sur l'enregistrement des taux normaux de vol n'a pas besoin d'être explicité plus avant.

7. Dans le cas des vols d'une valeur significative, le SCN recommande que la production ne soit pas réduite. Pour cela, les biens volés ne doivent pas être retirés de l'inventaire comme on le fait dans le cas des vols insignifiants de manière à réduire la valeur totale de la variation des stocks mais à procéder à un ajustement dans le compte d'accumulation comme d'autres changements de volume: «Si des vols ou des actes de violence (y compris la guerre) provoquent des redistributions, ou des destructions importantes d'actifs, il est nécessaire de les prendre en compte. ... ils sont traités comme des autres flux et non comme des opérations. Les redistributions de moindre ampleur, comme le vol à l'étalage, peuvent être comptabilisées dans la variation des stocks, et il n'est donc pas nécessaire de les enregistrer séparément.» (SCN, par. 3.56).

8. Le traitement dans le SCN des vols revêtant une ampleur significative ignore le fait que ces vols peuvent être commis de façon répétée, être considérés comme une pratique normale, et accroître sensiblement le revenu des ménages et leur consommation finale.

9. Le Manuel sur l'ENO indique, à titre d'exemple, que l'appropriation illégale de la production de coopératives agricoles (fermes collectives) par leurs membres est une pratique très répandue. Ce type de vol est réalisé à grande échelle et sert à pallier la faible rémunération des salariés ou des membres des coopératives. Les biens volés peuvent être vendus ou utilisés à des fins de consommation intermédiaire ou finale. Le Manuel sur l'ENO (par. 9.18) recommande que, dans ces conditions, la valeur du vol soit enregistrée en tant que rémunération en nature des employés. Le fait d'enregistrer ainsi les vols d'un montant significatif exigerait qu'ils soient considérés comme une opération (et non qu'ils soient enregistrés comme d'autres flux dans le SCN actuel).

Recommandation 2: Les vols répétés d'une valeur significative réalisés par des salariés devraient être enregistrés en tant que rémunération en nature des salariés.

10. Un autre exemple de vols significatifs est la consommation illégale d'eau et d'électricité par les ménages. Dans certaines situations, c'est devenu une pratique acceptée. Ce type de vol est courant dans les bidonvilles des pays en développement où les compagnies concernées n'ont pas les moyens légaux d'exiger le paiement de leurs factures. Dans ce cas, le fait d'enregistrer le vol d'eau et d'électricité en tant que consommation finale des ménages dépeindrait la réalité. Pour contrebalancer cette augmentation de la consommation finale des ménages, un transfert courant en nature devrait être imputé du producteur aux ménages.

Recommandation 3: Le vol répété d'une valeur significative d'eau et d'électricité par les ménages devrait être enregistré en tant que consommation finale des ménages. Ce traitement suppose l'imputation d'un transfert courant en nature du producteur (secteur des sociétés non financières) au consommateur (secteur des ménages).

RECEL OU (RE)VENTE DE BIENS VOLÉS

11. La vente de biens volés (recel) suppose une interaction entre deux unités par consentement mutuel. Si ces unités exercent ces activités de façon régulière, de la valeur ajoutée et des marges bénéficiaires sont générées dans le cadre de la distribution des biens illégaux. Ces activités devraient être traitées de la même manière que les ventes de biens d'occasion.

Recommandation 4: La vente de biens volés (recel) devrait être enregistrée de la même manière que la vente de biens d'occasion, ce qui signifie qu'il faudrait enregistrer la valeur ajoutée et les marges bénéficiaires résultant des activités de distribution.

CORRUPTION

12. Le SCN de 1993 n'indique pas si la corruption constitue une interaction entre des unités institutionnelles agissant d'un commun accord et doit donc être considérée comme une opération. Le Manuel sur l'ENO part du principe que la corruption constitue en général une interaction entre des unités institutionnelles agissant d'un commun accord. Dans ce cas, il est préférable d'enregistrer l'acte de corruption comme une opération plutôt que comme un autre flux (par. 9.21).

13. Le Manuel sur l'ENO examine par ailleurs la question de savoir si la corruption doit être enregistrée en tant que production et valeur ajoutée ou en tant que transfert de revenu et propose plusieurs scénarios à cet effet. Il conclut que si le pot-de-vin est lié à une prestation de biens ou services marchands, il faudrait privilégier l'enregistrement de la corruption en tant qu'élément de production. Les prix «officiels» augmentés des pots-de-vin devraient être considérés comme

les prix réels du marché et, dans l'optique du revenu, le pot-de-vin viendrait s'ajouter à la rémunération des salariés ou au revenu mixte (par. 9.22).

Recommandation 5: Lors de la prestation de biens ou services marchands, les pots-de-vin reçus par les salariés comme une marge bénéficiaire supplémentaire par rapport au prix «officiel» devraient être enregistrés comme un accroissement de la valeur d'exploitation de la production marchande correspondant à un supplément identique de rémunération des salariés.

14. Dans le cas de services non marchands, deux scénarios peuvent être envisagés selon que le versement d'un pot-de-vin à un fonctionnaire est ou non autorisé par les pouvoirs publics. Dans les cas où ce type de corruption constitue une pratique communément acceptée, par exemple pour compléter une faible rémunération, un pot-de-vin devrait être enregistré comme un supplément de rémunération des salariés. À ce titre, il viendrait se rajouter à la production totale des administrations publiques. Dans la mesure où ce même montant est enregistré dans les ventes de services fournis par les administrations publiques, les dépenses de consommation finale des administrations ne varient pas.

Recommandation 6: Si la corruption constitue une pratique communément acceptée dans la prestation de services non marchands, elle doit être enregistrée comme un supplément de rémunération des salariés et une augmentation de la production des administrations publiques.

15. Si les paiements liés à la prestation de services non marchands ne sont pas autorisés, ne sont pas communément acceptés ou attendus, les pots-de-vin devraient être enregistrés en tant que transfert de revenu. Il en va de même pour les sommes versées à des personnes occupant une position privilégiée afin d'obtenir un contrat (Manuel sur l'ENO, par. 9.24).

Recommandation 7: Les actes de corruption liés à la prestation de services non marchands qui ne sont pas autorisés ou communément acceptés devraient être enregistrés en tant que transfert de revenu. Il en va de même des sommes versées à des personnes occupant une position privilégiée afin d'obtenir un contrat.

EXTORSION

16. L'extorsion consiste à contraindre quelqu'un à payer par la force ou par le chantage. Il n'y a pas d'accord réciproque et, conformément au SCN de 1993, ces paiements ne constituent manifestement pas une opération. En accord avec ce principe, le Manuel sur l'ENO (par. 9.25) précise que l'extorsion devrait être enregistrée en tant qu'autre changement de volume d'actifs.

Recommandation 8: L'extorsion devrait être enregistrée en tant qu'autre changement de volume d'actifs.

BLANCHIMENT DE CAPITAUX

17. Le blanchiment de capitaux consiste à faire transiter de l'argent par différents comptes bancaires, de manière à dissimuler son origine à l'administration fiscale ou à d'autres autorités. Le Manuel sur l'ENO (par. 9.26) fait valoir que «dans la mesure où il y a une différence entre la valeur de l'argent sale et celle de l'argent blanchi, le blanchiment de capitaux devrait être considéré comme une prestation de services». Cette recommandation part du principe qu'est assuré un service illégal non pris en compte ailleurs dans le système.

Recommandation 9: La différence entre la valeur de l'argent sale et celle de l'argent blanchi devrait être considérée comme une prestation de services.

FRAUDE ET ESCROQUERIE

18. La fraude concerne souvent la demande d'aides sociales ou de subventions sur la base d'informations fausses. Les opérations correspondantes sont enregistrées dans le système. Le Manuel sur l'ENO (par. 9.27) indique que la distinction entre les activités légales et les activités illégales ne sert qu'à cerner l'ensemble des activités illégales dans un pays. Il ne s'agit pas d'un problème d'enregistrement d'opérations. Les auteurs du présent document partagent ce point de vue et jugent que le SCN de 1993 Rev.1 n'a pas besoin d'apporter d'éclaircissement à ce sujet.

ÉLÉMENTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION

19. Pensez-vous que le SCN actualisé devrait contenir les neuf précisions ci-après?

- i) *Les explications données dans le SCN de 1993 sur les activités illégales devraient être assorties d'exemples semblables à ceux donnés dans le Manuel sur l'ENO. Il s'agit notamment de la production et de la distribution de biens illégaux et de contrefaçon, de la production de services illégaux, des activités de production qui sont habituellement légales mais deviennent illégales quand elles sont exécutées par des producteurs non autorisés, du vol et du recel de biens volés, de la corruption, de l'extorsion, du blanchiment de capitaux et de la production de faux.*
- ii) *Les vols répétés d'une valeur significative exercés par des salariés devraient être enregistrés en tant que rémunérations en nature des salariés.*
- iii) *Les vols répétés d'eau et d'électricité d'une valeur significative exercés par des ménages devraient être enregistrés en tant que dépenses de consommation finale des ménages. Ce traitement suppose l'imputation d'un transfert courant en nature du producteur (secteur des sociétés non financières) au consommateur (secteur des ménages).*
- iv) *La vente de biens volés (recel) devrait être enregistrée de la même manière que celle de biens d'occasion, ce qui signifie qu'il faudrait enregistrer la valeur ajoutée et les marges bénéficiaires découlant des activités de distribution.*
- v) *Lors de la prestation de biens et services marchands, les pots-de-vin reçus par les salariés en tant que marge bénéficiaire supplémentaire sur le prix «officiel» devraient être enregistrés comme une augmentation de la valeur d'exploitation de la production marchande correspondant à un supplément identique de rémunération des salariés.*
- vi) *Si la corruption constitue une pratique communément acceptée lors de la prestation de services non marchands, elle devrait être enregistrée comme supplément de rémunération des salariés et comme augmentation de la production des administrations publiques.*
- vii) *Les actes de corruption liés à la prestation de services non marchands qui ne sont pas autorisés ou ne sont pas communément acceptés devraient être enregistrés en tant que transferts de revenu. Il en va de même des sommes versées à des personnes occupant une position privilégiée afin d'obtenir un contrat.*
- viii) *L'extorsion devrait être enregistrée en tant qu'autre changement de volume d'actifs.*
- ix) *La différence entre la valeur de l'argent sale et celle de l'argent blanchi devrait être considérée comme une prestation de services.*

(Extrait du Manuel sur l'ENO)**«9. PRODUCTION ILLÉGALE****9.1 Introduction**

9.1 Comme on l'a vu précédemment, le SCN de 1993 stipule explicitement que les activités productives illégales devraient être incluses dans les comptes nationaux. Plusieurs arguments étayent ce choix. Le SCN de 1993 insiste sur la nécessité d'une cohérence globale. «En clair, les comptes dans leur ensemble risquent d'être sensiblement biaisés si en sont exclues des opérations monétaires qui ont effectivement lieu.» (SCN 1993: 3.54). L'exclusion des activités illégales crée des divergences dans les comptes. Les revenus perçus par la production illégale sont, dans une large mesure, dépensés pour l'acquisition de biens, de services, d'actifs immobilisés ou financiers légaux, ou pour toute autre transaction légale. Or, toutes ces opérations étant enregistrées dans les comptes au même titre que celles financées par des revenus d'activités légales, il y aura inévitablement une divergence entre les ressources et les emplois au niveau de l'économie dans son ensemble si la production et l'importation de biens et de services illégaux sont omises.

9.2 C'est pour ces mêmes raisons que le SEC de 1995 prévoit l'inclusion de la production illégale. «Toutes ces activités sont incluses, même si elles revêtent un caractère illégal ou ne sont pas connues officiellement des administrations fiscales et de sécurité sociale, des services statistiques officiels ou autres organismes publics.» (SEC 1995: 3.08). Tant le SCN de 1993 que le SEC de 1995 se démarquent en cela de la position «morale» selon laquelle les activités illégales ne devraient pas être incluses dans le PIB, parce que «les élus du peuple ont jeté l'opprobre sur ces produits avec suffisamment de conviction pour les mettre hors la loi» (d'après Dennison, 1982).

9.3 Par-delà la cohérence globale du système, la comparabilité des chiffres des comptes nationaux entre les pays et dans le temps plaide également en faveur de l'inclusion des activités illégales. Certaines activités, comme la production et la distribution d'alcool ou la prostitution, peuvent être illégales dans un pays et légales dans un autre. L'exclusion de la production illégale risque par conséquent de fausser les comparaisons internationales. Il en va de même des comparaisons dans le temps, si certaines activités précédemment illégales deviennent légales ou inversement. Ce cas est illustré par la production et la distribution d'alcool pendant la prohibition aux États-Unis.

9.4 La production et la distribution de stupéfiants illégaux constituent une activité économique relativement importante dans certains pays d'Amérique latine et d'Asie. L'exclusion des comptes de la production et de la distribution de ces stupéfiants conduit à une nette sous-estimation de la valeur ajoutée dans l'agriculture, la production manufacturière, ainsi que dans le commerce intérieur et international, qui se traduit par une sous-estimation grossière du PIB.

9.5 On considère également que la majeure partie de la valeur des produits illégaux – 90 % dans le cas de certains stupéfiants – résulte justement de leur illégalité, qui tire les prix vers le haut. Selon Dennison (1982), la valeur de la quantité de stupéfiants actuellement produite serait négligeable dans l'économie s'ils étaient légalisés. Ce point de vue est quelquefois avancé

comme argument en faveur de l'exclusion de la production et du trafic de stupéfiants des comptes nationaux. Or, aux termes du SCN de 1993, les comptes nationaux doivent décrire l'environnement économique tel qu'il est effectivement. Le comportement économique des ménages et des entreprises se fonde sur les prix et les coûts relatifs qui ont effectivement cours dans la société, et non sur une situation hypothétique qui existerait sans production illégale. Supposons que les stupéfiants soient légalisés et que leur prix chute d'un tiers en conséquence. Le comportement des acteurs économiques s'en trouverait très certainement affecté. Les habitudes de consommation des trafiquants changeraient de manière spectaculaire par suite de la diminution de leurs revenus. En revanche, la consommation de stupéfiants risquerait d'augmenter. L'exclusion pure et simple de la production illégale ne tient pas compte de cette réalité.

9.6 Dans les pays où la production et la valeur ajoutée des activités productives illégales sont quantitativement insignifiantes, il est presque certain que leur prise en compte dans les comptes nationaux constitue une utilisation mal inspirée des ressources disponibles. Il serait plus intéressant de concentrer les efforts sur la réduction de la part de la production des secteurs souterrain et informel ainsi que de la production des ménages pour usage final propre, omises dans le PIB. De plus, les méthodes de mesure des activités illégales disponibles en sont encore au stade expérimental. En effet, bien que le principe de l'inclusion des activités illégales fasse plus ou moins l'objet d'un consensus, très peu de pays incluent de façon explicite la production illégale dans leurs comptes nationaux à l'heure actuelle. Cette situation est néanmoins en train de changer progressivement. Les obstacles posés par la mesure de la production illégale ne devraient pas entraver les efforts déployés pour l'élaboration d'un système théorique correct, ni les recherches en cours visant à trouver des méthodes correspondantes d'estimation.

9.7 En résumé, l'objectif de ce chapitre est de fournir un point de départ à l'analyse expérimentale pratique et théorique des activités illégales. Il tente d'interpréter et de clarifier le SCN de 1993 et le SEC de 1995. Ce chapitre s'appuie sur l'analyse préalable des activités illégales de la section 3.3. La section 9.2 répertorie et classe les principaux types d'activités illégales; la section 9.3 aborde les problèmes théoriques soulevés par l'inclusion des activités illégales dans les comptes nationaux; la section 9.4 met en évidence les sources de données et les méthodes d'établissement des estimations pour certaines activités illégales; la section 9.5 traite du problème de la double comptabilisation.

9.2 Typologie des activités illégales

9.8 Sur la base du classement établi par Blades (1983), on retiendra les catégories de production illégale suivantes:

- La production et la distribution de biens illégaux, comme des stupéfiants ou des produits pornographiques illégaux;
- La production de services illégaux, comme la prostitution (dans les pays où elle est effectivement illégale);
- Les activités de production habituellement légales, mais qui deviennent illégales dès lors qu'elles sont exercées par des producteurs non autorisés, comme l'exercice de la médecine, l'organisation de jeux d'argent, ou la production d'alcool sans licence

en bonne et due forme; le braconnage, par exemple la pêche, la chasse et l'abattage d'arbres sans autorisation;

- La production et la vente de contrefaçons, comme des montres et tout autre produit vendu sous une fausse marque, ainsi que la reproduction non autorisée d'œuvres artistiques originales, comme les logiciels, les CD et les vidéos par exemple;
- La contrebande de gros et de détail, notamment de tabac, d'armes, d'alcool, de produits alimentaires, de personnes;
- Le recel de biens volés;
- La corruption; et
- Le blanchiment de capitaux.

9.9 L'ampleur et la répartition de ces activités varient selon les pays. Dans la Communauté des États indépendants, par exemple, les activités illégales suivantes ont pris une ampleur significative:

- La corruption;
- Le braconnage, notamment la pêche, la production illégale de caviar et de produits marins similaires, la chasse, et l'exploitation de bois;
- La production illégale de boissons alcoolisées ne répondant pas à certaines normes;
- La fourniture de services médicaux par des personnes n'ayant pas les qualifications requises;
- La production de biens dont la qualité ne répond pas aux normes en vigueur;
- La production illégale de copies d'enregistrements audiovisuels et de logiciels;
- La production et la distribution de produits pornographiques.

9.10 En plus des activités figurant dans les listes dressées ci-dessus, il existe de nombreux autres types de production illégale, comme le faux-monnayage, les meurtres commis par des tueurs à gage, l'espionnage, etc. Dans l'optique des comptes nationaux, ces activités revêtent généralement une importance mineure.

9.11 Comme on l'a vu précédemment dans le chapitre 3, certaines activités illégales ne reposent pas sur un accord mutuel et, partant, ne constituent pas une opération par définition et ne sont pas productives. C'est le cas du vol, de l'enlèvement et de l'extorsion, par exemple. Cela étant, bien qu'elles ne soient pas productives ces activités peuvent entraîner une sous-estimation du PIB. Les vols commis par des salariés, par exemple, se traduisent par une diminution de la production ou par une augmentation de la consommation intermédiaire et, par conséquent, par une baisse du PIB estimé dans l'optique de la production.

9.3 Les problèmes liés à l'enregistrement des activités illégales

9.12 D'un point de vue théorique, l'inclusion de la production illégale dans le cadre des comptes nationaux ne pose pas de problème particulier si le processus de production est similaire à celui des activités légales. C'est le cas de la production et de la distribution de biens et de services illégaux, de la contrefaçon, des activités exercées par des producteurs non autorisés et de la contrebande. D'autres activités illégales, comme le vol et le recel, la corruption, l'extorsion et le blanchiment de capitaux, soulèvent certains problèmes théoriques que nous aborderons plus loin. Le SCN de 1993 ne donne que peu de précisions pour ces cas particuliers. Toutefois, les procédures d'enregistrement proposées restent aussi proches que possible des lignes directrices du SCN de 1993.

Vol et recel

9.13 Pour ce qui est du vol, on peut distinguer i) le vol de biens d'équipement, de biens de consommation durables, d'argent et d'autres actifs financiers, et ii) le vol de biens détenus en stock par les producteurs. Ces deux types de vol sont abordés ci-dessous, ainsi que le recel, activité connexe du vol.

9.14 Selon le SCN de 1993 (par. 3.56), «si des vols [...] provoquent des redistributions [...] importantes d'actifs, il est nécessaire de les prendre en compte. [...] Ils sont traités comme des autres flux et non comme des opérations». Le vol ne peut pas être considéré comme une opération dans la mesure où une opération est définie comme «un flux économique correspondant à une interaction entre des unités institutionnelles agissant en accord réciproque» (SCN 1993: 3.12). Le vol de biens d'équipement, de biens de consommation durables, d'argent ou d'autres actifs financiers concerne souvent des montants importants, et il faut alors enregistrer ces activités comme un autre changement de volume d'actifs (c'est-à-dire comme un changement de valeur des actifs – ou des dettes – ne résultant **pas** d'une opération).

9.15 Le vol de biens détenus en stock par les producteurs comprend le vol de matières premières, de fournitures et de produits finis d'une part, et le vol de biens destinés à la revente d'autre part. Dans le SCN de 1993, la production et la consommation intermédiaire sont définies comme l'achat/la vente de biens et services plus/moins la valeur des variations des stocks. Les pertes courantes correspondant à des taux normaux de déperdition, de vol et de dommage accidentel sont considérées comme une variation (négative) des stocks (SCN 1993: 6.62). Par conséquent, les taux normaux de déperdition et de vol de produits finis détenus en stock se traduisent par une baisse de la production, tandis que dans le cas de matières premières et de fournitures ils se traduisent par une augmentation de la consommation intermédiaire. Dans les deux cas, la valeur ajoutée décroît proportionnellement. Il en va de même pour les taux normaux de vol de biens détenus en stock destinés à la revente. Le vol influe négativement sur la production et la valeur ajoutée des commerces de gros et de détail.

9.16 Nous pouvons conclure de ce qui précède que les taux normaux de vol de biens détenus en stock par les producteurs ne sont enregistrés ni en tant qu'opération ni en tant qu'autre flux. Implicitement, ils sont totalement exclus du système des comptes nationaux. Dans le SCN de 1993, seuls les vols excédant les «taux normaux» sont enregistrés en tant qu'autres changements de volume d'actifs (SCN 1993: 12.41). Par conséquent, en ignorant l'impact

(néгатif) du vol de biens stockés par les producteurs, la valeur ajoutée n'est pas influencée par le vol. Aucune valeur ajoutée n'est générée; les actifs sont simplement redistribués.

9.17 Cette affirmation ne s'applique pas à l'écoulement de biens volés, activité connexe au vol qui n'est pas abordée de façon explicite dans le SCN de 1993. Le commerce de biens volés suppose l'interaction de deux unités agissant en accord réciproque, à savoir l'achat puis la revente par le receleur des biens volés. Autrement dit, ces actions constituent des opérations monétaires et devraient être enregistrées à ce titre. De plus, si les unités sont régulièrement impliquées dans ce type d'activité, il y a création de valeur ajoutée (marge commerciale), dans le cadre de la distribution des biens illégaux.

9.18 Les dispositions du SCN de 1993 concernant le traitement du vol doivent être éclaircies, voire élaborées, afin de tenir compte des circonstances particulières régnant dans certains pays. Par exemple, dans certains pays membres de la Communauté des États indépendants, l'appropriation illégale de la production de coopératives agricoles par leurs membres est une pratique très répandue. Ce type de vol est réalisé à grande échelle et sert à pallier la faible rémunération des salariés ou des membres de la coopérative. Les biens volés peuvent être vendus ou utilisés à des fins de consommation intermédiaire ou finale. Dans de nombreux cas, ce supplément constitue une source importante de revenus, sans laquelle les membres de la coopérative ne survivraient que difficilement. Dans ces conditions, on peut envisager d'enregistrer la valeur du vol en tant que rémunération en nature des employés. S'il s'agit d'un vol de matières premières et de fournitures, la valeur du vol devrait être reportée de la consommation intermédiaire à la rémunération des employés. S'il s'agit du vol de produits finis, tant la production que la rémunération des employés doivent être ajustées à la hausse.

9.19 Dans certains cas, il est difficile d'établir une distinction claire entre le vol et la sous-déclaration. Dans la Fédération de Russie par exemple, les équipages des bateaux de pêche vendent souvent une partie de la production à l'étranger (quelquefois de bateau à bateau) et ne font pas apparaître ces ventes dans leurs registres. La recette de cette vente peut être utilisée à des fins multiples et, dans le cadre de l'estimation du PIB, on peut mesurer les dépenses en les considérant comme égales à la somme des dépenses pour des emplois finals. Il apparaît que ce type de sous-déclaration est très similaire à celui observé dans les coopératives agricoles. Selon le SCN de 1993, la production manquante devrait être estimée et incluse dans le PIB. On peut envisager, là encore, d'enregistrer ce genre de vol en tant que revenus en nature.

Corruption

9.20 On distingue deux types de corruption: premièrement les paiements liés à une prestation de services, et deuxièmement les paiements au profit de personnes occupant une position privilégiée. Dans le premier cas, les paiements peuvent se rapporter à des biens et services marchands ou à des services non marchands. Pour ce qui est des biens et services marchands, le pot-de-vin consiste généralement en un supplément par rapport au prix «officiel». Par exemple, les clients d'un hôtel doivent soudoyer le réceptionniste pour confirmer leur réservation. Quant aux services non marchands, il s'agit, par exemple, du montant supplémentaire dont il faut s'acquitter auprès d'une institution médicale publique pour être soigné ou auprès d'un fonctionnaire pour obtenir un passeport. Dans le cas de la corruption de personnes occupant un poste privilégié, on citera par exemple les représentants des pouvoirs publics qui octroient des contrats au fournisseur le plus offrant, les producteurs qui payent des politiciens afin de

bénéficier d'un statut particulier, ou les policiers ou tout autre représentant des pouvoirs publics qui acceptent de ne pas poursuivre un délinquant moyennant un pot-de-vin.

9.21 Une question importante, pour laquelle le SCN de 1993 ne donne aucune directive, est celle de savoir si la corruption devrait être considérée comme une opération ou, en d'autres termes, si elle constitue une interaction entre des unités institutionnelles agissant d'un commun accord. En général, on peut partir du principe que les individus sont libres d'accepter la corruption. La personne qui paye le pot-de-vin accepte de s'acquitter de la somme (supplémentaire). Dans ce cas, il est préférable d'enregistrer l'acte de corruption comme une opération plutôt que comme un autre flux.

9.22 Autre question plus compliquée, faut-il enregistrer la corruption en tant que production et valeur ajoutée ou en tant que transfert de revenu. Si le pot-de-vin est lié à une prestation de services, il faudrait privilégier l'enregistrement de la corruption en tant que production. Ce choix est d'autant plus justifié dans le cas de biens ou services marchands. Les prix officiels augmentés des pots-de-vin devraient être considérés comme les prix réels du marché et, dans l'optique du revenu, le pot-de-vin viendrait s'ajouter à la rémunération des salariés ou au revenu mixte.

9.23 Dans le cas des services non marchands, on peut être amené à recourir à un critère supplémentaire. Si le versement d'un pot-de-vin à un fonctionnaire est (implicitement) autorisé par les pouvoirs publics, comme dans le cas de médecins ou d'autres salariés des administrations publiques faiblement rémunérés, ou si la corruption constitue une pratique communément acceptée, un pot-de-vin devrait être enregistré comme un supplément de rémunération des salariés. À ce titre, il viendrait se rajouter à la production totale des administrations publiques. Dans la mesure où ce même montant est enregistré dans les ventes de services fournis par les administrations publiques, les dépenses de consommation finale des administrations ne varient pas.

9.24 Si les paiements liés à la prestation de services non marchands ne sont pas autorisés, ne sont pas communément acceptés ou ne constituent pas une pratique courante, il semble préférable d'enregistrer les pots-de-vin en tant que transfert de revenu. Il en va de même pour les sommes versées à des personnes occupant une position privilégiée afin d'obtenir un contrat.

Extorsion

9.25 L'extorsion consiste à contraindre quelqu'un à payer par la force ou par le chantage. Il n'y a pas d'accord réciproque et, conformément au SCN de 1993, l'extorsion ne devrait pas être enregistrée en tant qu'opération. Elle est en cela similaire au vol d'argent (ou de biens ou de services) et devrait être enregistrée en tant qu'autre changement de volume d'actifs.

Blanchiment de capitaux

9.26 Le blanchiment de capitaux consiste à faire transiter de l'argent par différents comptes bancaires, de manière à dissimuler son origine à l'administration fiscale ou à d'autres autorités. On s'accorde à penser, du moins implicitement, que ces opérations devraient être enregistrées dans le système des comptes nationaux. Dans la mesure où il y a une différence entre la valeur de l'argent sale et celle de l'argent blanchi, le blanchiment de capitaux devrait être considéré comme une prestation de services. Souvent, les intervenants, comme les banques, ne sont pas

conscients de leur implication dans le blanchiment de capitaux, et les commissions perçues par les banques pour le transfert des fonds entre les différents comptes devraient être incluses dans le système des comptes nationaux au même titre que les commissions perçues sur les opérations légales.

Fraude et escroquerie

9.27 La fraude et l'escroquerie diffèrent notablement des activités mentionnées précédemment. La fraude concerne souvent la demande d'aides sociales ou de subventions sur la base d'informations fausses. Les opérations correspondantes sont cependant enregistrées dans le système. Dans ce cas, la distinction entre les activités légales et les activités illégales ne sert qu'à cerner l'ensemble des activités illégales dans un pays. Il ne s'agit pas d'un problème d'exhaustivité du PIB.»
